

*H-France Forum*, Volume 6, Issue 1 (Winter 2011), No. 3

Philip Nord, *France's New Deal from the Thirties to the Postwar Era*. Princeton: Princeton University Press, 2010. xi + 474 pp. Notes and index. \$39.50 U.S. (cl.). ISBN 978-0691-14297-5.

Review Essay by Olivier Wieviorka, Ecole normale supérieure de Cachan

Que la Libération représente pour la France une césure majeure relève de l'évidence. Hier malthusien et refusant l'intervention de l'Etat dans l'économie, le pays emprunta résolument la route d'une modernisation fondée sur le diptyque nationalisation/planification tout en entamant un aggiornamento culturel que les noms de Jean Vilar ou de Pierre Schaeffer suffisent à résumer. Cette métamorphose, aussi brutale que résolue, a de longue date retenu l'attention des historiens. Richard F. Kuisel puis Michel Margairaz avaient jadis ouvert le dossier, en envisageant les cheminements souterrains de ce *New Deal*.<sup>[1]</sup> Philip Nord reprend la question, en déplaçant la focale dans un livre stimulant qui incontestablement apporte du neuf.

Les apports de *France's New Deal: From the Thirties to the Postwar Era* se situent, de mon point de vue, sur un triple plan.

Dans un livre brillant, Richard Kuisel affirmait que le big bang de 1945 résultait de voies ouvertes en parallèle par le régime vichyste d'une part et la Résistance de l'autre. Sans renier ce parallélisme, Nord insiste au contraire sur la porosité entre les deux camps, montrant, en s'appuyant sur des exemples précis—et au vrai souvent inattendus—que des hommes clé sont en fait passés d'un camp à l'autre, s'efforçant dans un premier temps de bousculer les lignes à l'ombre de la francisque avant de rejoindre l'armée des ombres ou le général de Gaulle. Tel fut notamment le cas du père de la Sécurité sociale, Pierre Laroque. A cette aune, le New Deal de 1945 résulta non de la convergence de deux lignes, mais de l'action résolue d'une élite bien souvent passée de l'hôtel du Parc de Vichy à Carlton Gardens, premier quartier général des Forces Françaises libres.

Cette élite avait été profondément marquée par la crise des années trente, s'efforçant, dans des cercles avant-gardistes, de repenser l'organisation économique, sociale et culturelle du pays. Frappée par les dysfonctionnements de l'ordre libéral, elle avait également été choquée avant guerre par la marchandisation de la culture qui, à la radio ou dans les théâtres du boulevard, distraient le public en flattant ses plus bas instincts et en appliquant—un crime!—des recettes tout droit venues des Etats-Unis. Vichy mit bon ordre à ces dérives, en substituant à l'ordre libéral une forme de dirigisme, tout en remettant à l'honneur les classiques ou le folklore français via notamment l'appui apporté au groupe culturel Jeune France. Quelques pionniers, à la Libération, poursuivirent sur ces brisées, créant un théâtre élitiste (par son répertoire) et populaire (par son public et ses modes d'intervention) que le nom de Jean Vilar suffit à symboliser. Dans cette mesure, les grandes réalisations de la Libération, souligne Nord, sont avant tout le produit des réflexions menées durant les années trente, partiellement concrétisées sous le régime vichyste. Peut-on relever ici, sans faire injure à son auteur, que la démonstration n'est pas entièrement nouvelle puisque les historiens du culturel, voire du sport, avaient depuis longtemps pointé les fortes continuités unissant l'avant à l'après-guerre?<sup>[2]</sup>

Peut-on pour autant considérer l'œuvre amorcée à la Libération comme l'application d'un programme de gauche? Cette thèse, on le sait, est couramment admise et s'appuie sur deux postulats. La France aurait au fond appliqué le célèbre programme du Conseil National de la

Résistance (CNR) qui signait et l'influence du parti du progrès, et sa capacité à imposer un consensus entre l'ensemble des forces clandestines, radicaux-socialistes et droitiers de l'Alliance démocratique inclus ; les confortables majorités de 1945-1946 assuraient par ailleurs à la gauche les moyens légaux d'imposer ses vues. La France aurait ainsi succombé au tropisme du sinistrisme avant de revenir, à l'orée des années cinquante, à des majorités plus conservatrices. Nord conteste, non sans arguments, cette vision dominante. Il rappelle tout d'abord que de Gaulle, par sa formation comme par son tempérament, ne peut être considéré comme un homme de gauche ce qui, sans constituer une révélation, mérite toujours d'être rappelé ; il souligne surtout l'influence exercée par une phalange de modernisateurs plutôt issus de la droite et/ou du catholicisme français et parfois passés par Vichy. L'argument ne manque bien entendu pas de force, si l'on se remémore le poids du Mouvement Républicain populaire (MRP). Mais Nord étaye sa démonstration d'exemples précis. La création de l'École Nationale d'Administration (l'ENA), par exemple, constituait une vieille revendication socialiste ; mais l'École qui naquit en 1945 eut peu à voir avec les rêves caressés aux temps du Front populaire. De même, L'École libre des Sciences politiques avait senti, Léon Blum régnant, le vent du boulet mais le gouvernement de ce dernier s'avéra incapable de la réformer. A la Libération, les menaces sur la rue Saint-Guillaume se précisèrent, mais la direction parvint à y parer, par un savant mélange d'opportunisme et de conviction. La direction avait en effet dès les années sombres infléchi ses enseignements, passant d'un libéralisme bon teint à une vision moins convenue et accordant une part à des enseignements sinon keynésiens, du moins dirigistes. Mais par delà cet infléchissement doctrinal, Sciences Po sut astucieusement manœuvrer, prenant quelques assurances pendant les années sombres, remaniant son Conseil d'Administration à la Libération et activant ses puissants réseaux d'anciens. L'institution sut au total se préserver et conserver une autonomie qui, aujourd'hui encore, la singularise dans le paysage universitaire français. Il ne faut donc pas, souligne Nord, affirmer qu'un vent progressiste souffla sur la France à partir de 1944. Nombre de réformes purent paraître de gauche (la création de l'ENA, la réforme de Sciences-Po, les nationalisations...) ; mais elles furent en fait d'inspiration parfois catholique et droitière ou furent vidées de leur contenu par des manœuvres d'appareil qui permirent de contenir la poussée progressiste. Signe de cette mésinterprétation : la Sécurité sociale, fréquemment présentée comme une conquête de la gauche, peut tout aussi bien être interprétée comme une victoire du catholicisme, en raison de l'importance accordée à la famille et à la natalité via les allocations familiales ; de même, le commissariat au Plan fit, dans les Commissions de Modernisation, largement appel à des anciens de Vichy, qu'ils fussent passés par l'Office central de la Répartition des Produits industriels (OCRPI) ou les Comités d'Organisation.

La démonstration de Philip Nord, pour le dire vite, emporte la conviction et invite à revisiter le moment de la Libération. Elle est, il est vrai, assise sur une excellente maîtrise de la bibliographie que complètent des études de cas fondés sur l'examen d'archives, celles de Sciences Po par exemple. On manifèstera pourtant deux regrets. D'une part, Nord évoque somme toute assez peu la SFIO, dont le poids pourtant s'est révélé essentiel dans les réformes de l'après-guerre. Pourquoi a-t-elle *in fine* accepté sans mot dire la réforme tronquée de Sciences Po, la présence dans les Commissions de modernisation de tant de ci-devant vichystes, un *Welfare State* dominé par la politique familiale etc. Partageait-elle au fond les orientations de cette droite éclairée et catholique (mais il faudrait alors expliquer pourquoi) ? Refusait-elle de se lier aux communistes, préférant soutenir le MRP pour éviter le tête-à-tête avec les communistes ? Bref, la question méritait examen. Elle ne retient pourtant pas l'attention de l'historien comme le confirme l'index : ni Guy Mollet, ni Daniel Mayer n'y figurent et André Philip ou Jules Moch n'ont droit qu'à des modestes renvois alors qu'ils symbolisent le courant modernisateur (ou technocrate ?) de la SFIO. De même, les débats à l'Assemblée consultative ne sont pas exploités, alors qu'ils auraient pu sans doute éclairer d'un autre jour la démonstration de l'historien de Princeton. Philip Nord, par ailleurs, élude la question du soutien que les Français apportèrent, ou non, au processus réformateur. Conscient de cette aporie, il se justifie (p. 373 et suivantes) en soulignant qu'il a été sensible à cette dimension, en montrant le poids des contraintes et le rôle des syndicats. Faute avouée est à moitié pardonnée, pourra-t-on objecter. A cette différence près qu'en construisant le New Deal de la Libération comme un processus essentiellement top-down, Philip Nord minimise peut-être la dimension tout à la fois consensuelle et populaire de l'impératif modernisateur. Quelques éléments auraient pu alors nourrir sa démonstration, tels que le nombre de spectateurs se rendant aux pièces montées par Jean Vilar, le

nombre d'heures ouvrées dans les usines nationalisées ou à l'inverse l'absentéisme sévissant dans ces entreprises, etc. Bref, la popularité de ce New Deal, ou au contraire les oppositions déployées, méritaient une plus longue analyse. A commencer, sans doute, par les milieux paysans qui entamèrent un essor rural et agricole nourrissant villes et usines qu'ils avaient, jusqu'en 1939, réussi à éviter (la pérennisation du *domestic system*—la distribution des matières premières qu'un marchand venait ensuite chercher au domicile des ouvriers—le confirme).

Ces réserves, pourtant, ne retirent rien aux apports de Philip Nord. Son livre invite à revisiter les certitudes les mieux établies (celle du basculement à gauche de la France de la Libération) en s'appuyant sur une documentation digne d'éloges. Gageons donc que ce bel ouvrage deviendra, dans les délais les plus brefs, un classique.

## NOTES

[1] Richard F. Kuisel, *Capitalism and the State in Modern France: Renovation and Economic Management in the Twentieth Century* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981); et Michel Margairaz, *L'État, les finances et l'économie: Histoire d'une conversion, 1932-1952*, 2 volumes (Paris: Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1991)

[2] Sur les aspects culturels, pour une présentation rapide des enjeux, Jean-François Muracciole, *La France pendant la Seconde Guerre mondiale. De la défaite à la Libération*, (Paris : Le livre de poche, 2002), p. 323 et suivantes; Se reporter sinon à Jean-Pierre Rioux (dir.), *Politiques et pratiques culturelles dans la France de Vichy* (Paris: Points-Seuil, 1993) ; sur le sport, consulter Jean-Louis Gay-Lescot, *Sport et éducation sous Vichy*, (Lyon: PUL, 1991)

Olivier Wieviorka  
Ecole normale supérieure de Cachan  
oliwievi@club-internet.fr

Copyright © 2011 by H-France, all rights reserved. H-France permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. H-France reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Forum* nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France.

*H-France Forum*, Volume 6, Issue 1 (Winter 2011), No. 3